

Le Groupe CRI (<http://groupecri.free.fr>) section sympathisante de la FT-QI
(Fraction Trotskyste-Quatrième Internationale, <http://www.ft-ci.org>) en France,
porte à la connaissance des travailleurs, des militants et des jeunes la déclaration de nos
camarades de la LOR-QI, section bolivienne de la FT-QI, face aux événements en cours en Bolivie.

Déclaration de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire – Quatrième Internationale

Bolivie : Pour vaincre la droite, mobilisation nationale !

Il est possible de défaire le soulèvement autonomiste !

Depuis un mois, les oligarchies du « croissant de lune »¹ se sont lancées dans une escalade de « lock-outs » régionaux, de blocages et de provocations, sous prétexte de « résistance civile », d'« autonomie » et de « récupération de l'IDH »².

Cette offensive a pris ces derniers jours les proportions d'un soulèvement ultra-réactionnaire s'étendant de Pando à Tarija, ayant son épice et bastion à Santa Cruz : les secteurs « civiques » et les Préfets ont orchestré des espèces d'« auto-putsch régionaux » pour imposer leurs projets et rétablir un rapport de forces plus favorable.

Les bandes fascistes et les groupes de choc de l'Union de la Jeunesse de Santa Cruz et leurs équivalents à Tarija, Pando, etc. constituent l'avant-garde de cette attaque. Ces groupes, chiens enragés de la réaction et du racisme, recrutent parmi les jeunes étudiants issus de l'oligarchie et parmi les bandes de lumpen organisés et financés par les « civiques »³ et les Préfectures. Assurés de leur impunité par les chefs d'entreprise et les autorités locales, ils ont pris d'assaut et occupé des dizaines de bâtiments de l'État national, des installations pétrolifères et gazières et des médias, en frappant et agressant sauvagement les femmes, les indigènes, les simples gens du peuple tout comme les dirigeants du MAS⁴.

¹ [Toutes les notes sont du traducteur.] Cette expression désigne les régions de l'Est de la Bolivie qui forment comme un croissant de lune. Il s'agit, en allant du Nord au Sud, des départements de Pando, Beni, Santa Cruz, et Tarija. Ces deux dernières sont les régions les plus riches en hydrocarbures et les plus dynamiques économiquement. Politiquement, ces quatre départements sont des bastions de l'opposition ultra-réactionnaire au gouvernement Morales.

² Impôt Direct sur les Hydrocarbures. Depuis la loi sur les hydrocarbures du 17 mai 2005, la rente tirée par l'État de l'exploitation des hydrocarbures représente 50% de valeur de la production. À l'ancienne taxe de 18%, s'est ajouté l'IDH de 32%. Tandis que la taxe de 18% continue de bénéficier principalement aux départements producteurs (soit Santa Cruz et Tarija), l'IDH est réparti entre le gouvernement national, les Préfectures des départements, les communes, les universités et le Fond Indigène. Par un décret de 2008, la part de l'IDH versée aux Préfectures a été réduite, la part versée aux communes augmentée. En outre, 30% de l'IDH versé auparavant aux préfetures, communes, Fonds Indigène et Trésor Général de la Nation sont désormais utilisés pour financer la « Renta Dignidad », une allocation de retraite universelle pour les plus de 60 ans, versée soit en complément de la retraite, soit en remplacement de la retraite. Les Préfets de l'Orient exigent le retour à la situation antérieure au décret de 2008.

³ Nom donné aux partisans de la bourgeoisie pro-impérialiste, ultra-réactionnaire et sécessionniste d'après le nom de sa principale organisation, le Comité Civique de Santa Cruz.

⁴ MAS : Movimiento al Socialismo (Mouvement vers le Socialisme). Son programme est réformiste, typiquement petit-bourgeois : il revendique le capitalisme et la propriété privée des moyens de production, mais défend dans ce cadre que la terre doit appartenir à celui qui la travaille, que les ressources en gaz et en pétrole doivent être nationalisées pour négocier des contrats plus avantageux avec les multinationales et pouvoir financer ainsi un certain nombre de réformes

Le massacre de Cobija⁵ le 11 septembre, lors duquel les groupes de chocs autonomistes ont tiré sur une mobilisation pacifique de paysans et d'indigènes, faisant au moins 10 morts (et même peut-être 15) et environ 50 blessés, est la preuve la plus éclatante des méthodes sauvages de l'extrême droite.

Les objectifs de l'offensive « civique »

Ils essayent ainsi de barrer la route à la tentative gouvernementale de débloquent l'approbation de la nouvelle Constitution Politique de l'État (CPE), projet que le gouvernement veut présenter au Parlement pour appeler aux urnes le 25 janvier 2009⁶

Les « civiques » savent qu'il est difficile pour eux d'imposer leurs objectifs au niveau national — de fait ils ne peuvent dépasser les limites du « croissant de lune », la droite est faible à l'Ouest et ils ne semblent pas pour le moment pouvoir compter sur des appuis suffisants au sein de l'armée ; c'est la raison pour laquelle ils prétendent, au moins, faire un saut dans l'imposition des « autonomies de fait », constituant ainsi un bastion solide pour la défense de leurs intérêts et de leurs positions régionales, comme la grande propriété terrienne et la maîtrise des ressources locales, au cas où ils ne pourraient pas freiner le projet du MAS au niveau national.

Leurs actions ont pour but de désarticuler l'appareil d'État au niveau local, en « prenant possession » des bâtiments et des institutions de l'État national pour ouvrir la voie aux « autonomies de fait », comme le prouvent l'auto-nomination comme « gouverneur » du préfet Costas⁷ ou encore la tentative de procéder à des nominations illégales d'« autorités » dans les institutions nationales occupées et mises à sac.

Et comme le montrent les assauts fascistes contre le Plan 3000⁸ à Santa Cruz, le Marché Paysan à Tarija ou le massacre de Pando, en semant la terreur, ils cherchent à effrayer et à mettre à genoux les secteurs populaires qui résistent aux coups de force de l'oligarchie ou qui sympathisent avec le MAS, pour s'assurer le contrôle des secteurs les plus arriérés des masses dans le département, contrôle social et politique en train de se déliter, qu'ils s'efforcent de façon désespérée de réaffirmer à tout prix.

Bien que le gouvernement ait rappelé à plusieurs reprises son accord pour « rendre compatibles » la nouvelle constitution et les statuts d'autonomie de la droite, la fureur autonomiste s'explique par la crainte de ne pouvoir empêcher que la nouvelle constitution ne limite la propriété privée de la terre à 5 000 ou 10 000 hectares. Bien sûr, cela ne liquiderait pas la grande propriété terrienne, loin de là ; mais cela porterait atteinte aux intérêts des clans des patrons et des grands propriétaires terriens

élémentaires (gratuité de l'éducation, accessibilité à tous du système de santé, allocation universelle de retraite, etc), réforme institutionnelle résumée dans le mot d'ordre mettre « l'État sous contrôle social ». Sa base sociale est constituée par les syndicats paysans, les indiens, les salariés et les pauvres des villes (pour plus de précisions, cf. Le CRI des travailleurs n° 19, « Problèmes de la révolution bolivienne », <http://groupecri.free.fr/article.php?10>). Son chef, Evo Morales, Indien aymara, ancien dirigeant des syndicats de planteurs de coca, a été élu président de la République en décembre 2005 avec 53% des voix.

⁵ Capitale de Pando, département le plus au nord, ayant une frontière avec le Brésil.

⁶ Le projet de nouvelle Constitution n'a pas encore été adopté. En vertu du système électoral qu'il avait lui-même choisi, le MAS ne disposait pas de la majorité des deux tiers à l'Assemblée Constituante. Face à la résistance de l'opposition, il avait néanmoins décidé de se contenter de la majorité simple. L'opposition avait alors choisi de boycotter la séance solennelle du vote. Pour donner plus de légitimité à la nouvelle Constitution, Morales veut la faire approuver par référendum. Initialement convoqué pour mai 2008, il a dû être reporté à janvier 2009, suite à une décision négative du Tribunal électoral.

⁷ Ruben Costas, Préfet du département de Santa Cruz.

⁸ Il s'agit d'un bidonville de Santa Cruz. Il y a parmi ses habitants, pauvres, en majorité indiens, de nombreux sympathisants du MAS.

de l'Orient, car la possibilité d'accaparer des terres aux dépens des paysans et des peuples indigènes et la surexploitation (parfois dans des conditions de demi-esclavage, comme à Parapeti) sont pour eux des conditions essentielles pour l'accumulation. Plus que la lettre même de la Constitution, ils craignent que les masses dépossédées et opprimées de l'Orient ne veuillent réaliser effectivement leurs revendications concernant la terre et le territoire.

La politique du MAS

Jusqu'à maintenant le gouvernement d'Evo Morales n'a cessé de faire toutes sortes de concessions et d'offres de dialogue à la droite, mais il est maintenant obligé de faire preuve d'un minimum de fermeté : après avoir été confirmé au pouvoir avec 67% des voix au niveau national, la moindre des choses est de faire approuver son référendum sur la CPE car, s'il cédait aux exigences autonomistes, cela équivaldrait pratiquement à une capitulation sans condition.

C'est la raison pour laquelle il a durci son discours : il a dénoncé l'offensive de la droite comme « un putsch civico-préfectoral » ; il a maintenu le « groupe politique » du cabinet (De la Quintana, Rada et autres) lors du récent remaniement ministériel, malgré la campagne de l'opposition et des médias ; enfin il a procédé à un acte minimal de sauvegarde de la souveraineté nationale en expulsant l'ambassadeur américain Goldberg, lorsque les liens et contacts de celui-ci avec les préfets et les civiques autonomistes sont clairement apparus.

Le Gouvernement s'en remet aux Forces Armées et à la Police Nationale pour maintenir un certain contrôle sur les régions rebelles et pour contenir les assauts contre les institutions, bien que, comme les événements le prouvent, les militaires ont jusqu'à maintenant toujours reculé face à l'attaque de groupes fascistes, même lorsqu'ils étaient peu nombreux. Dans certaines régions, comme à Guayaramerin, ils ont purement et simplement laissé occuper des bâtiments de l'État national sans opposer la moindre résistance.

Le commandement de l'armée et le gouvernement se vantent d'avoir agi avec « responsabilité » et « intelligence » pour « ne pas tomber dans le piège des provocations ». Au fond, il s'agit d'une politique correspondant à la nécessité de ne pas mettre à l'épreuve la cohésion des forces de répression dans un affrontement avec les bourgeoisies locales — qui pourrait conduire à leur division, étant donné les multiples liens que les civiques de ces régions entretiennent avec les officiers — et de les préserver comme garantes de l'ordre bourgeois et comme arbitres en dernière instance, si la crise se révélait incontrôlable. Les dernières déclarations du commandant en chef des Forces Armées, le Général Trigo annonçant que « *nous n'allons plus tolérer les actions de groupes radicaux et violents qui sont seulement en train de conduire à un affrontement entre Boliviens* » et affirmant en même temps « *nous disons à Monsieur le Président du Venezuela, Hugo Chavez, et à la communauté internationale que les Forces Armées rejettent catégoriquement toute ingérence extérieure, de quelque nature que ce soit et quel qu'en soit l'auteur* », peuvent signifier que, face à l'ampleur prise par la crise nationale, les Forces Armées commencent précisément à prendre plus ouvertement position en ce sens et s'efforcent de retrouver leur autorité, comme elles seraient en train de le faire à Cobija⁹.

Quoi qu'il en soit, l'attitude de « calme fermeté » du gouvernement face au soulèvement autonomiste vise à masquer le fait que la stratégie du MAS est toujours de chercher à trouver un accord avec ces mêmes préfets, représentants des patrons et des grands propriétaires terriens, qu'il dénonce pourtant comme « putschistes » et « fascistes ». L'objectif du gouvernement n'est pas de vaincre la réaction, mais de la convaincre de revenir à la table des négociations. C'est la raison pour laquelle, par-delà quelques phrases et quelques mises en garde adressées à l'opposition, Evo

⁹ L'armée a eu recours à la force pour reprendre l'aéroport de Cobija aux civiques insurgés.

Morales, Garcia Linera et leurs collaborateurs veulent éviter que les masses ne descendent dans la rue pour affronter les autonomistes avec leurs propres méthodes. De fait, tout en laissant faire quelques initiatives prises à la base, ils ne veulent pas d'un débordement des mouvements sociaux, qui rendrait plus difficile leur stratégie de conciliation.

Le mouvement de masses commence à affronter la réaction

Face aux attaques racistes et fascistes, les secteurs les plus organisés du mouvement de masses de l'Orient résistent courageusement, comme le montrent les affrontements qui ont eu lieu autour de la zone Plan 3000 à Santa Cruz ou la défense du Marché Paysan à Tarija. Quelques secteurs sont sur la « ligne de feu », comme c'est le cas des organisations de colonisateurs de San Julian et Yapacani, qui ont décidé d'imposer aux civiques de Santa Cruz un contre-blocage. Dans le Chapare les planteurs de coca ont commencé les blocages, en coupant la route qui va à Santa Cruz à Bulo Bulu et à d'autres points.

À La Paz et dans tout l'Occident, l'inquiétude croît parmi les travailleurs, les paysans et le peuple. Les « ponchos rojos » de Omasuyos ont rappelé leur disposition à se mobiliser. À El Alto, des centaines de jeunes sont sortis dans la rue pour protester contre la Banque Mercantil Santa Cruz et d'autres entreprises privées identifiées à la réaction.

Malheureusement, le CONALCAM (Coordination Nationale pour le Changement) se soumet à la politique du gouvernement, freinant la disposition à lutter qui augmente à la base : jusqu'à maintenant, la principale mesure qu'il a annoncée est... une manifestation depuis Caracollo jusqu'à La Paz la semaine prochaine, autrement dit une manifestation pacifique et épuisante, alors qu'il faudrait appeler immédiatement à une grande mobilisation nationale, avec des arrêts de travail, des blocages et des manifestations, pour entourer de solidarité nos frères du Plan 3000, de Pando, Tarija, San Julian, etc., et commencer la contre-attaque pour écraser la réaction autonomiste. Pendant ce temps, Pedro Montes et la direction de la COB jouent un rôle honteux, en laissant le mouvement ouvrier complètement désarmé face à la crise, alors qu'il aurait fallu et qu'il faut encore appeler immédiatement à l'action.

Seule la force des travailleurs, des paysans, des peuples indigènes et des secteurs populaires des villes peut « frapper » la réaction autonomiste et ses groupes fascistes !

Encore une fois le dialogue ?

Il a suffi que le préfet de Tarija, Mario Cossio, annonce la prédisposition des Préfets au dialogue pour que le gouvernement, qui insiste sur le fait qu'il est le plus disposé à s'asseoir à la table des négociations, les invite à une réunion ce soir [vendredi 12 septembre] à 18h à La Paz avec ce représentant du soi-disant CONALDE (Conseil National Démocratique), le groupe des Préfets autonomistes¹⁰.

Derrière cette énième tentative de dialogue, il y a la pression de la « communauté internationale » et des secteurs de la classe dominante qui craignent que la crise ne prenne une dimension incontrôlable.

Le gouvernement brésilien, préoccupé par les menaces pesant sur son approvisionnement en gaz bolivien, a d'ores et déjà suggéré le nom d'A. Garcia, important adjoint de Lula, comme possible médiateur. Le gouvernement argentin et ceux d'autres pays voisins seraient en train d'entreprendre des démarches dans le même sens.

L'ONU a proposé, bien sûr au service de l'impérialisme, ses bons offices pour faciliter le dialogue et l'un de ses représentants a déjà rencontré Costas à Santa Cruz.

¹⁰ Le CONALDE regroupe les préfets de Pando, Beni, Santa Cruz, Tarija et Chuquisaco, leurs équipes, des organisations patronales et les groupes « civiques ».

L'Église, les institutions de la « société civile », les médias, etc, ont joint leur voix au chœur de ceux qui réclament le dialogue...

Mais, que peut-il sortir d'un tel dialogue ? Tout en prétendant être prêts à négocier, les civiques et leurs bandes continuent leurs actions, comme la fermeture de valves à Samaipata¹¹ et de nouvelles agressions dans tout le « croissant de lune ». La seule façon de parvenir à un accord avec eux serait d'accepter leurs exigences fondamentales et de reconnaître les autonomies de fait qu'ils ont imposées pendant les dernières semaines, marquées par une escalade de violence menée en toute impunité par les groupes fascistes à leur service. Un accord ne peut être obtenu qu'au prix du sacrifice des aspirations et des intérêts les plus élémentaires des travailleurs et du peuple. En outre, le dialogue et un éventuel accord avec les préfets, au lieu d'« isoler la droite putschiste » comme l'espère le MAS, ne serviront qu'à légaliser leurs agressions, à redoubler leurs forces et leur insuffler plus de courage pour repartir à l'offensive, comme cela s'est toujours produit pendant ces deux ans où le gouvernement s'est montré conciliateur.

Il faut passer à l'action : mobilisation nationale et autodéfense des masses !

Bien que maintenant ils appellent tous au calme et au dialogue, la crise reste ouverte et les autonomistes continuent d'avancer et d'agresser dans tout le « croissant de lune ». Soutenons la légitime autodéfense dont commencent à faire usage des secteurs populaires à Santa Cruz, Tarija, etc., face aux attaques fascistes. L'attaque autonomiste et les événements qui s'enchaînent dans le « croissant de lune » ont mis à l'ordre du jour comme tâche la plus urgente la création dans toutes les organisations de masses de Comités d'Autodéfense et la centralisation en des milices ouvrières et paysannes au niveau national. Des voix commencent à s'élever, même parmi les partisans du MAS, pour dire qu'ils sont prêts à se mobiliser vers Santa Cruz ou pour demander à Evo de distribuer des armes. Au lieu de croire les appels officiels à faire confiance aux Forces Armées et à la police pour arrêter les groupes fascistes, tâche qu'ils ne peuvent ni ne veulent mener à bien de façon conséquente, les « mouvements sociaux » qui veulent défendre ce qu'ils considèrent comme leur gouvernement, doivent exiger d'Evo des armes et un entraînement efficace, ainsi que l'ouverture des casernes à cette fin !

Les organisations paysannes et indigènes, comme les fédérations des planteurs de coca de Yungas et du Chaparé, les organisations du Bloc d'Orient, la CSUTCB (Confédération Syndicale Unique des Travailleurs de la Campagne de Bolivie), les organisations des habitants des quartiers populaires de El Alto (Fejuve) et de tout le pays, avec la COB (Centrale Ouvrière Bolivienne), la FSTBM (Fédération Syndicale des Travailleurs Boliviens des Mines) et les syndicats, doivent avoir confiance seulement en leurs propres forces et dans leurs propres méthodes de lutte pour affronter et vaincre la réaction. C'est pour cela que nous disons : ne vous subordonnez pas aux directives démobilisatrices du gouvernement, exigez de vos directions une mobilisation immédiate, nationale et unitaire, avec arrêt de travail, blocage de routes et rassemblements populaires dans tout le pays, pour affronter et écraser les oligarques, en en finissant avec la grande propriété terrienne, en imposant la revendication concernant la terre et le territoire pour nos frères paysans et indigènes et en mobilisant les travailleurs du pétrole, de l'agro-industrie, etc, pour qu'ils prennent entre leurs mains les entreprises des Marinkovic¹², Dabdoub et des autres clans de la bourgeoisie et des grands propriétaires terriens et les fassent fonctionner au service du peuple comme entreprises

¹¹ Il s'agit des valves régulant le passage du gaz exporté vers le Brésil et l'Argentine. Le CONALDE avait clairement déclaré : « Si le gouvernement persiste dans cette direction, nous ne serons pas responsables des résultats d'actions qui pourraient bloquer les exportations de gaz ».

¹² Très grand propriétaire terrien et l'un des principaux dirigeants de Transporte de Hidrocarburos Transredes, société qui gère pour Shell des milliers de kilomètres de pipeline et gazoducs, il est le président du Comité Civique de Santa Cruz, la principale organisation de l'opposition.

nationalisées. S'il y avait un appel clair à l'action, des centaines de milliers y répondraient et il serait alors possible de l'emporter sur la réaction pro-impérialiste. Il faut mettre en place un grand front unique de masses pour la lutte ; la COB doit se prononcer dès maintenant en ce sens et le coordonner ; un tel appel serait aussi la voie pour commencer à préparer politiquement et pratiquement une Assemblée Populaire centralisant les forces ouvrières, paysannes, indigènes et populaires.

Nous renouvelons notre appel aux mineurs de Huanuni, aux enseignants de la ville de La Paz et autres syndicats combattifs, à la jeunesse qui veut affronter la droite, à l'extrême gauche qui se revendique ouvrière et socialiste, pour impulser sans tarder un bloc de lutte pour une politique indépendante des travailleurs et pour impulser sans tarder ces tâches dans les usines, les mines, les quartiers, les communautés et les centres d'études.

La Bolivie à nouveau au centre de l'échiquier sud-américain

La crise bolivienne se trouve à nouveau au premier plan dans les médias internationaux. Elle s'est transformée en épiscentre convulsif d'une situation sud-américaine, qui commence à être plus tendue en raison des « turbulences » économiques et politiques. Or, la tentative des classes dominantes pour essayer d'impulser un tournant à droite dans la situation politique, en s'appuyant sur les « nouvelles droites » comme l'autonomisme, a plutôt pour effet d'accroître l'instabilité et la polarisation politique et sociale.

Un secteur de l'extrême-droite américaine, en train de se retirer de la scène au crépuscule de l'administration Bush, joue son rôle dans la situation bolivienne en soutenant le mouvement autonomiste ; il y voit une façon de s'assurer quelques succès dans la région, comme le montreraient les rencontres entre Costas et Goldberg, ainsi que le récent voyage de Marinkovic à Miami. Dans ce contexte, l'expulsion de Goldberg est un acte élémentaire d'autodéfense de la part du gouvernement et le gouvernement vénézuélien s'est solidarisé avec la Bolivie, en expulsant à son tour l'ambassadeur américain à Caracas et rappelant son ambassadeur en poste à Washington jusqu'à l'arrivée d'une nouvelle administration à la Maison Blanche. Pendant ce temps, le soutien de l'OEA à Evo, ainsi que la « préoccupation » de Lula et d'autres voisins, visent à contenir la crise en Bolivie en écartant des risques plus importants pour l'ordre régional, où jusqu'à maintenant ce sont avant tout les politiques de contention et de médiation qui ont été utilisées comme remède face aux processus les plus convulsifs.

Le dénouement des événements actuels en Bolivie aura de fortes répercussions au niveau régional. De fait, l'offensive autonomiste et pro-impérialiste dans l'Orient bolivien affecte les intérêts les plus élémentaires de tous les peuples de la région. La solidarité continentale avec le peuple bolivien et contre les actions de la droite est urgente. Lançons un appel aux travailleurs et aux peuples de toute l'Amérique Latine et du monde !

La Paz, le 12 septembre 2008

LOR-QI – Ligue Ouvrière Révolutionnaire – pour la Quatrième Internationale